Montreuil, le jeudi 22 octobre 2026

Déclaration fédérale

Après la puissance du 17 octobre 2026, le gouvernement doit répondre aux revendications ! Toutes et tous en grève le 5 novembre 2026 ! Non à la répression d'État !

La mobilisation du samedi 17 octobre 2026 a été historique partout en France, avec près d'un million de manifestant.es.

Mobilisée depuis plusieurs semaines, la jeunesse était massivement présente dans la rue aux côtés des syndicalistes, des partis politiques et des gilets jaunes, uni.es dans leur refus de la politique d'Emmanuel Macron et de ses conséquences économiques, sociales, écologiques et géopolitiques.

Engagée à leurs côtés, la Fédération CGT des Sociétés d'Études était présente dans les cortèges pour porter ses revendications :

- Augmentation générale des salaires, pensions et minimas sociaux ;
- Ouverture immédiate de négociations salariales, dans nos branches et dans les entreprises ;
- Retrait du budget Lecornu 2027 et de ses 54 milliards d'euros de coupes ;
- Satisfaction des revendications lycéennes et étudiantes.

En faisant le choix de la répression plutôt que de la réponse aux revendications légitimes de sa population, le gouvernement porte l'entière responsabilité du pourrissement de la situation. Et si les pillages et les destructions ne font évidemment pas partie des méthodes du syndicalisme ouvrier, nous ne pouvons accepter que ceux-ci soient instrumentalisés pour éclipser la mobilisation et ses revendications.

Par ailleurs, nous dénonçons l'intolérable répression policière qui s'est abattue sur les cortèges d'un grand nombre de villes le 17 octobre 2026, comme sur la place de la République à Paris où les forces de l'ordre sont intervenues avant même le début de la manifestation, nassant les manifestant.es et les noyant de lacrymogènes.

À Toulouse, la police a attaqué le carré de tête syndical avec des grenades de désencerclement, blessant des camarades de la FSU et de la CGT. Une membre du bureau de l'UD CGT 31, Pauline Salingue, ainsi que la secrétaire générale de la CGT Services Publics, Natacha Pommet, ont notamment été blessées. C'est intolérable, le gouvernement doit faire cesser ces pratiques et mettre un terme à cette situation en répondant aux revendications sociales !

La brèche ouverte par la jeunesse lycéenne et étudiante doit trouver son relais dans la grève des travailleuses et des travailleurs, sur la base des revendications de chaque secteur. La Fédération CGT des Sociétés d'Études appelle dès à présent l'ensemble des syndiqué.es de son secteur à préparer la grève et la mobilisation interprofessionnelle du 5 novembre prochain.

Fédération des Sociétés d'Etudes

Case 421 – 263, rue de Paris – 93514 MONTREUIL Cedex – Tél : 01 55 82 89 41 – Fax : 01 55 82 89 42
Courriel : fsetud@cgt.fr – Site Internet : www.soc-etudes.cgt.fr